



NATIONS UNIES
MADAGASCAR



Coopération entre le système des Nations Unies et Madagascar 2015-2019



Réalisations majeures et leçons apprises





NATIONS UNIES
MADAGASCAR



Coopération entre le système des Nations Unies et Madagascar 2015-2019

Réalisations majeures et leçons apprises

CADRE DE COOPÉRATION ENTRE LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT DE MADAGASCAR

Le Plan-Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) est un cadre de résultats stratégiques à moyen terme (2015-2019) qui décrit les réponses communes et coordonnées du système des Nations Unies aux priorités nationales.

Le cadre de coopération est prolongé jusqu'en 2020 pour être aligné au nouveau Plan Emergence de Madagascar (PEM).

DOMAINES D'INTERVENTION

Les domaines d'intervention sont alignés sur les priorités dans les politiques de développement nationales et s'articulent autour de trois résultats majeurs :

1

Accès aux opportunités de revenus et d'emplois par les populations vulnérables et amélioration de leurs capacités de résilience pour une croissance inclusive et équitable pour un développement durable.

2

Gouvernance apaisée, protectrice des droits humains, au niveau central et décentralisé.

3

Accès et utilisation de services sociaux de base pérennes et de qualité.



1
T
E
E
E
E

**ACCÈS AUX OPPORTUNITÉS DE REVENUS ET
D'EMPLOIS PAR LES POPULATIONS
VULNÉRABLES ET AMÉLIORATION DE LEURS
CAPACITÉS DE RÉSILIENCE POUR UNE
CROISSANCE INCLUSIVE ET ÉQUITABLE POUR
UN DÉVELOPPEMENT DURABLE**

ÉCONOMIE - EMPLOI PRODUCTIF - CROISSANCE INCLUSIVE

/// **95 640 emplois créés** dans les zones d'intervention, si l'objectif était de 58 509 emplois à créer

/// **Les sources de revenus des populations vulnérables renforcées et diversifiées :**

- Des AGR mises en place ayant concerné 68 792 individus, si la cible était de 105 905, soit 65%
- De nouvelles pratiques agricoles innovantes adoptées par 108 000 agriculteurs, si 22 500 ont été ciblés
- Une production agricole améliorée pour 119 337 personnes dans les zones d'intervention, si 15 000 bénéficiaires ont été ciblés
- **35 987 ha** de périmètres irrigués ayant été réhabilités sur une cible de 55 515 ha, soit 65% de réalisation





(c) UNESCO

Une meilleure employabilité et un meilleur accès des jeunes et des femmes aux opportunités économiques :

- 2 200 jeunes certifiés sur une dizaine de métiers de base
- Le premier programme d'entrepreneuriat des jeunes instauré dans 12 lycées techniques pilotes, ayant touché 9 500 jeunes et 35 formateurs
- Des jeunes déscolarisés ayant reçu des formations qualifiantes en partenariat avec 36 centres de formation professionnelle
- Les premiers designers Malagasy ont été formés et tout de suite opérationnels (une trentaine inscrits actuellement)
- +3 000 femmes et jeunes bénéficiaires de formations techniques et entrepreneuriales pour une diversification de leurs revenus.

MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME RÉSILIENT ET PRÉPARATION À LA RÉDUCTION DES RISQUES ET AUX URGENCES

- /// Un Système d'alerte précoce et un Matrice du suivi des déplacements (DTM) mis en place
- /// Un système de **filet de sécurité** aux chocs qui garantit la **résilience** des plus vulnérables à travers les **transferts monétaires** continus et des programmes intégrés de résilience et de contrôle des actifs
- /// **170 millions USD mobilisés** pour les réponses aux urgences (sécheresse, cyclone et épidémies) ayant touché environ **9 millions de personnes** dont **7 millions enfants** moins de 9 ans.
- /// Une **intégration renforcée du secteur privé aux actions humanitaires** ayant permis de mobiliser **700.000 USD**



PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DONNÉES POUR SUIVI-ÉVALUATION

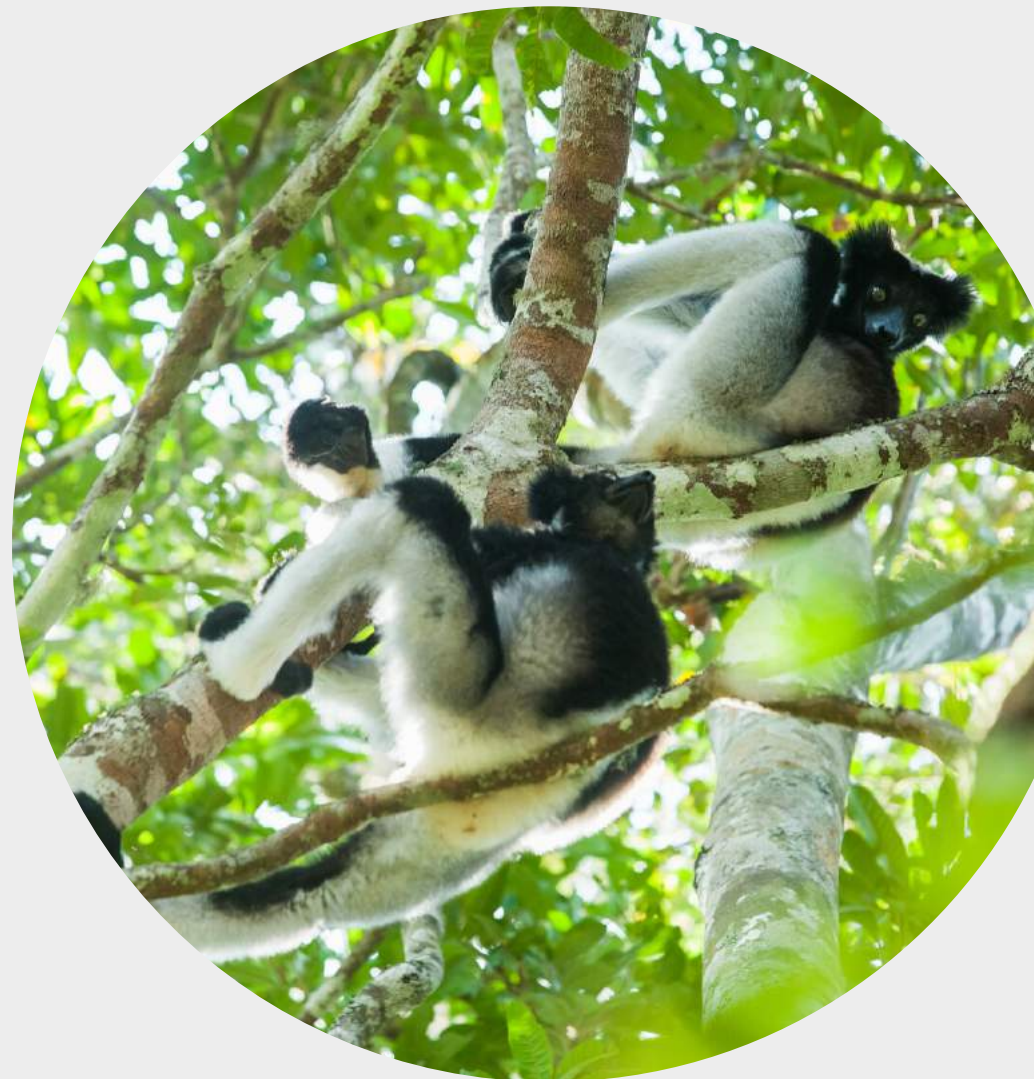


(c) UNFPA

- /// Le troisième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) effectué
- /// Pour les données sur la situation des enfants et des mères, le **MICS Round 6** fournit une base de référence précieuse pour le pays pour faire le suivi des Objectifs de développement durable
- /// Le plaidoyer en faveur des investissements dans les secteurs sociaux a été encouragé à travers les « Budget Briefs » pour les secteurs Santé, Education et Eau Potable, Assainissement et Hygiène, les « Investment Cases », et le Budget de Citoyens
- /// Appui à l'élaboration de documents de politiques et stratégies développées avec la partie nationale, notamment :
 - **Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle** traduit en loi (2016)
 - **Stratégie nationale de développement des données de l'éducation** (2018)
 - **Stratégie nationale de développement de l'alphabétisation à Madagascar** (2018)
 - **Politique enseignante de secteur de l'éducation** (2018)
 - **Stratégie nationale de protection sociale**

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- /// **762 660 ha d'aires protégées communautaires** créés, si l'objectif fixé était de 525 000 ha
- /// **31 communes rurales** sur 32 en cours d'être raccordées par des projets d'**électrification rurale** à partir d'hydroélectricité
- /// **Bonnes pratiques disponibles et meilleures technologies diffusées** dans 8 centres de santé (sur 11 centres ciblés), 8 formations sanitaires (sur 11 centres ciblés) et 4 communes à vocation industrielle pour la **gestion des déchets**
- /// **Trois plans d'évacuation de masse en cas de catastrophe majeure** élaborés pour les grandes villes de Tana, de Toliara et de Morondava





EFFET 2

**GOUVERNANCE APAISÉE, PROTECTRICE
DESDROITS HUMAINS, AU NIVEAU CENTRAL
ET DÉCENTRALISÉ**

GOVERNANCE POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE

Appui au CENI à l'organisation des **élections présidentielles, législatives et communales** avec l'appui des partenaires suivants :

PNUD, Union Européenne, Norvège, France, Japon, Etats-Unis/USAID, Allemagne, Royaume Uni, Suisse, République de la Corée, Afrique du Sud, Australie

Pôles anti-corruption (PAC) opérationnels et renforcement de l'arsenal juridique pour la lutte contre la corruption :

- PAC opérationnel à Antananarivo : durée de traitement et jugement des dossiers améliorés ;
- Si en 2017, la chaîne pénale anti-corruption (CPEAC) de Tana a traité 13% des dossiers entrants, le PAC est à un niveau de 25% (100/393 dossiers) dont une grande partie (141 dossiers) héritée de la CPEAC (PBF) ;
- L'arsenal juridique sur la corruption est renforcé à travers (i) la promulgation de la loi sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (ii) l'adoption de l'ordonnance sur le recouvrement des avoirs illicites.



(c) PNUD



(c) BCR/Emadisson

/// **Appui au processus de décentralisation :**
réforme du cadre légal et institutionnel,
accompagnement des collectivités

/// **Renforcement de l'autorité de l'Etat et
sécurisation du Grand sud :**

A Betroka 1 391 bœufs sur 3 095 perdus sont récupérés, 335 bœufs suspects ont été mis en fourrière à Betroka, 16 dahalo sont arrêtés, 50 actes de banditisme ont été maîtrisés dont 39 auteurs sur 78 sont arrêtés, 234 fusils de chasse sont contrôlés et 09 ont été saisis avec 03 fusils de guerre et 03 pistolets fabrication locale. A Ivohibe, région d'Ihorombe, 61 têtes sur les 71 volés de bovidé sont récupérés. (PBF)

PROMOTION DES DROITS HUMAINS ET PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

Commission nationale indépendante pour les droits de l'homme (CNIDH) opérationnelle, érigée en mécanisme national de prévention de torture. La CNIDH a été accréditée au « Statut A » par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'Homme. Plus de 185 plaintes ; moins 15 missions d'investigations sur le terrain. (PBF)

9 cliniques juridiques opérationnels, dont 3 nouveaux en 2019 à Betroka, Ihosy, Ambovombe (PBF)

21 990 victimes de violences basées sur le genre ayant reçu un soutien psychosocial, sur un objectif de 31 407 :

- 505 femmes victimes de VBG et/ou réparées de la fistule obstétricale ont pu bénéficier d'un programme de réinsertion socio-économique à travers la formation professionnelle et la dotation de kits de démarrage pour l'exercice d'activités génératrice de revenus ;
- Stratégie nationale de lutte contre VBG validée.



(c) PNUD



© UNICEF/UN0252286/Ramasomanana

Protection de l'enfance

- 1 239 prestataires de services et membres des réseaux de protection de l'enfant formés sur la protection de l'enfant ;
- La stratégie nationale d'amélioration du système d'état civil validée, suivie par l'adoption d'une nouvelle loi 2018-027 relative à l'état-civil ;
- Stratégie nationale de lutte contre le mariage d'enfant validée ;
- 42 040 enfants victimes de violence et d'exploitation dont 3 882 enfants (y compris 3 776 filles) victimes de violence sexuelle pris en charge à travers les centres de prise en charge intégrée dont 6 ont été construits grâce à l'appui du système des Nations Unies.

20 unités opérationnelles pilotes en matière de réponse aux VBG disposent des éléments de la police judiciaires compétents appliquant un guide conforme aux normes et standards internationaux

138 victimes de la traite assistées, sur 131 ciblées, en accord avec les standards internationaux d'assistance et de suivi (y compris l'assistance au rapatriement de 140 travailleuses domestiques)

APPUI AUX MÉDIAS ET À LA SOCIÉTÉ CIVILE

43 articles d'interpellation publiés dans le journal d'investigation indépendant **TRANDRAKA**, si la cible fixée était de 18 articles.



(c) BCR



3

EFFET

ACCES ET UTILISATION DES SERVICES SOCIAUX DE BASE PÉRENNES ET DE QUALITÉ

ÉDUCATION

Accès

- 553 infrastructures scolaires construites et équipées, sur 291 ciblées
- 198 663 enfants déscolarisés ayant bénéficié de dispositifs et de mesures de réinsertion scolaire dans les régions cibles, si 172 541 enfants ont été ciblés
- 1 000 jeunes filles bénéficiaires d'éducation et sensibilisation sur STEM (science, technologie, engineering, mathématiques)

Qualité

- 17 000 établissements scolaires des régions cibles ayant bénéficié de nouveaux supports d'enseignements et d'apprentissage
- Plus de 5 000 enseignants, formateurs, encadreurs pédagogiques des régions cibles par an reçoivent au moins une activité de renforcement de compétence. Les cibles annuelles variaient de 4 400 à 6 000.

Appui institutionnel

- Appui à la revue sectorielle du Plan sectoriel éducation (PSE)



SANTÉ

Santé reproductive & Couverture sanitaire universelle (CSU)



© UNFPA

- 92% de disponibilité en médicaments essentiels génériques traceurs au niveau des CSB, si la cible était de 95%
- Réhabilitation et équipement de centre de santé de base CSB2) et de l'unité Mère-kangourou du Centre Hospitalier Universitaire Befelatanana dans le cadre du renforcement du système de santé en vue de la CSU
- Appui à la Politique nationale de la santé des adolescents et des jeunes
- Appui à l'accroissement de la couverture contraceptive allant de 31% à 34%
- Mise en place d'un nouveau centre de traitement de cancer équipé
- Renforcement de plus de 200 plateaux techniques en kits sage-femme et 40 CSB en table
- Plus de 1 079 victimes de fistules obstétricales réparées sur un objectif de 1 000
- 64,5% des accouchements sont effectués dans les centres de soins obstétricaux et néonataux d'urgence dans trois régions cibles Androy, Atsimo-Andrefana, Vatovay Fitovinany.

Programme élargi de vaccination

- Plus de 48 480 enfants non vaccinés rattrapés
- Madagascar libéré de la polio grâce aux vaccinations de routine 4 doses, aux campagnes de vaccination des enfants de 0 à 5 ans contre la poliomyélite de 2015 à 2019
- Campagne de **vaccination** et vaccination de routine contre la **rougeole** : **15 234 226 doses de VAR** administrées aux enfants
- **943 141 enfants vaccinés** (tous les antigènes confondus)



Urgence, Surveillance, Renforcement du système de santé



© OMS

- /// Contribution à l'élaboration du **Plan national de contingence pour la gestion des pandémies et épidémies majeures**
- /// Renforcement des **offres de services et soins de proximité** à travers les activités de clinique mobiles dans 3 districts dans le cadre de la réponse aux **urgences sanitaires du Grand sud : 15 568 bénéficiaires** pris en charge par les cliniques mobiles
- /// Mise en place et extension de la **surveillance intégrée des maladies à base électronique** avec système d'alerte précoce dans **57 districts répartis dans 16 régions**, si au début seuls 29 districts étaient concernés. Les alertes générées ont permis de conduire des investigations et ripostes rapides.
- /// Renforcement de la stratégie avancée dans le cadre de la mise en oeuvre des soins de santé primaire par la dotation d'équipements et matériels comme des bicyclettes, des tablettes, des matériels de bureau, des équipements médicaux au **Ministère de la santé publique**

Lutte contre la peste

Meilleur accompagnement dans la prévention et la lutte contre la peste :

- Campagne de dératisation et de désinsectisation dans deux districts endémiques de peste ;
- Renforcement de la surveillance communautaire à travers la dotation de matériels et équipements (1 500 téléphones et 1 451 bicyclettes dans les 46 districts endémiques);
- Formation de 1 092 agents de santé sur la prévention et contrôle des infections et le suivi des contacts ;
- Surveillance sentinelle des indicateurs de risques de peste mise en place ;
- Formation des 25 techniciens de laboratoire et biologistes sur la technique d'utilisation de PCR et le diagnostic de la peste ;
- Dotation en équipements pour 3 laboratoires dans le cadre de la décentralisation et renforcement des capacités des laboratoires des régions ;
- 634 475 personnes au niveau des zones à risques ou affectées ont été couvertes par les actions de communication et d'engagement communautaire.



NUTRITION

Communication et plaidoyer



© UNICEF/UNI240164/Ralaivita

- Publication du **Plan d'Investissement pour la Nutrition** (2016), qui a apporté de solides arguments en faveur d'un **investissement accru dans la nutrition** à Madagascar :
 - Les pertes annuelles dues à la malnutrition ou au coût de l'inaction sont de 740 millions USD (7% du produit national en croissance ou les deux tiers des objectifs de croissance du plan de développement national) ;
 - L'investissement annuel requis est de 48,4 millions USD, y compris une contribution en nature de 5 millions USD du Ministère de la Santé avec un retour sur investissement après 10 ans estimé à 2 milliards USD
- Mise en place de l'**Alliance parlementaire pour la sécurité alimentaire et la nutrition (APSAN)** pour créer un environnement législatif et politique propice à l'amélioration des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition
- Madagascar a acquis une **visibilité de haut niveau pour la nutrition** avec la visite du SG de l'ONU, M. Ban Ki-moon, qui a interrogé le Parlement sur la situation de la nutrition dans le pays en mai 2016. Un an après la visite SG de l'ONU, la Secrétaire générale du mouvement Scaling-Up Nutrition (SUN) pour le renforcement de la nutrition, Mme Gerda Verburg, a rencontré le Président de la République de Madagascar en mai 2017.

Politiques et stratégies

Appui à la **mise à jour du Plan d'action national pour la nutrition (PNAN III, 2017-2021)** fixant des cibles ambitieuses en ligne avec les ODD. Ce plan a été lancé le 11 mai 2017 par le Président de la République de Madagascar et le Premier Ministre, le Président du Sénat, les représentants de chaque ministère sectoriel et les partenaires techniques et financiers.

La **Politique nationale de nutrition (2018-2030)**, le **Plan de mise en oeuvre** et le **Plan de suivi et évaluation du PNAN III** ainsi que **Protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë** ont été mis à jour et validés en 2018. Les nouvelles **lignes directrices pour l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et la supplémentation en micro-nutriment**s sont en cours de validation.



Mise en oeuvre



© UNICEF/UNI209769/Ralaivita

Publication du **Plan d'Investissement pour la Nutrition** (2016), qui a apporté de solides arguments en faveur d'un **investissement accru dans la nutrition** à Madagascar :

- Les pertes annuelles dues à la malnutrition ou au coût de l'inaction sont de 740 millions USD (7% du produit national en croissance ou les deux tiers des objectifs de croissance du plan de développement national) ;
- L'investissement annuel requis est de 48,4 millions USD, y compris une contribution en nature de 5 millions USD du Ministère de la Santé avec un retour sur investissement après 10 ans estimé à 2 milliards USD

Mise en place de l'**Alliance parlementaire pour la sécurité alimentaire et la nutrition (APSAN)** pour créer un environnement législatif et politique propice à l'amélioration des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

Madagascar a acquis une **visibilité de haut niveau pour la nutrition** avec la visite du SG de l'ONU, M. Ban Ki-moon, qui a interrogé le Parlement sur la situation de la nutrition dans le pays en mai 2016. Un an après la visite SG de l'ONU, la Secrétaire générale du mouvement Scaling-Up Nutrition (SUN) pour le renforcement de la nutrition, Mme Gerda Verburg, a rencontré le Président de la République de Madagascar en mai 2017.

EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT

Politiques et renforcement de capacités

- Plusieurs documents stratégiques et d'analyse ont été développés depuis 2015 pour le volet WASH afin de permettre aux décideurs et à chaque acteur de prendre les dispositions et les orientations nécessaires et appropriées (**l'analyse des goulots d'étranglement du secteur WASH, l'analyse de la durabilité du secteur, 12 Budget-Programmes par Objectif Régional sur 22 financés par le SNU, stratégie Assainissement dans les petites villes ...**)

Accès durable à des sources d'eau potable

- La construction et renforcement d'un **pipeline de 180km fonctionnant à l'énergie solaire**, acheminant l'eau de sources productives vers les communautés qui n'ont pas d'autre solution de remplacement viable en raison du manque de ressources en eaux souterraines adéquates permet à **plus de 35 000 personnes d'avoir de l'eau potable dans le sud du pays** et ramenant à 729,000 le nombre total de personnes bénéficiant de l'eau potable grâce à l'appui du système des Nations Unies depuis 2015, si la cible fixée était de 500 000 personnes.
- Plus de **41 000 personnes** vivent dans des **communautés résilientes (usages multiples de l'eau)**, si la cible fixée était de 100 000 personnes.





© UNICEF/UN0263210/Ramasomanana

Accès à l'eau dans les institutions (Ecoles -formations sanitaires)

- Entre 2015 et 2019, plus de 408 000 élèves (dont 196 000 filles) boivent de l'eau et se lavent les mains au savon tous les jours dans plus de 1,500 écoles certifiées Une ou Deux ou Trois étoiles et 208 écoles primaires et 76 Centres de santé ou de nutrition ont été équipés d'installations WASH répondant aux normes nationales.

Eradication de la défécation à l'air libre et l'utilisation des installations sanitaires

- Plus de 2,9 millions de personnes, dont 1,4 million d'enfants vivant en zone rurale, ont cessé de pratiquer la défécation à l'air libre

LES LEÇONS APPRISSES pour améliorer la mise en œuvre de la coopération

Continuer les appuis et le plaidoyer permettant de renforcer le leadership du Gouvernement et la coordination au niveau national et régional


Renforcer le partenariat avec la société civile, le secteur privé, les autres partenaires techniques et financiers dans la planification, la mise en œuvre et le suivi

Améliorer l'application de l'approche "Gestion axée sur les résultats de développement"

Assurer une implication systématique de la partie nationale dans le processus de planification et de gestion des programmes aux niveaux central et décentralisé

Renforcer la réalisation d'analyses permettant de statuer sur les zones d'interventions et ceci en collaboration étroite avec la partie nationale


Conduire une étude technique pour tester l'hypothèse d'avoir de meilleures efficacité, efficience, coordination par la mise en place de bureaux communs du système des Nations Unies dans les Régions



Renforcer l'accompagnement pour le système de collecte des données, le système statistique au niveau national et régional

Renforcer l'interconnexion, l'intersectorialité entre les domaines d'interventions

Privilégier les stratégies de mise en œuvre de proximité impliquant les communautés



Développer un outil de coordination au niveau régional en élaborant une cartographie des interventions de tous les partenaires dans une même région

Intensifier les interventions visant le renforcement de la résilience pour aider les populations à se prendre en charge

Prendre davantage en compte les croyances traditionnelles et les pratiques culturelles dans le ciblage et la détermination des appuis



LES RESSOURCES



Le total des ressources allouées pour les quatre années (2015-2018) de mise en œuvre du cadre de coopération entre le système des Nations Unies et Madagascar s'élevaient à plus de 0,5 milliards USD. Le budget réalisé dépassait 0,4 milliards USD.

Le montant investi par année est en moyenne plus de 100 millions USD, correspondant à environ 40% des dépenses annuelles budgétaires du gouvernement malgache dans la période 2014-2017 (1,09 milliards USD/2014, 1,06 milliards USD/2015, 0.99 milliard USD/2016, 1, 25 milliards USD/2017) (source: *TheGlobalEconomy.com; Madagascar: Government spending, in dollars, data: The World Bank*) et à environ 17,5% de l'aide au développement reçue par le pays en une année (source : *UN Financial overview, DESA database, CEB database, IMS database, World Bank database, OECD database*).

Effets UNDAF	Ressources effectivement mobilisées (2015-2018)	Prévision initiale en besoins de ressources à mobiliser (-2019)	Taux de mobilisation de ressources (mobilisées 4 ans/ prévision initiale)
Effet 1	67.438.747	110.375.000	61%
Effet 2	30.099.014	17.900.000	168%
Effet 3	170.767.434	149.850.000	114%
TOTAL	268.305.195	278.125.000	96%

LES DONATEURS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Les sources de financement du cadre de coopération du Système des Nations Unies sont constituées par :

- Les ressources régulières des agences venant des contributions des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ;
- Les ressources extrabudgétaires venant d'autres donateurs (Global Alliance for Vaccines and Immunization ou GAVI; Global Environment Facility ou GEF; Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria; United Nations Central Emergency Response Fund ou CERF; UN Secretary-General's Peacebuilding Fund ou PBF; ...) ;
- Les autres ressources mobilisées auprès des donateurs multilatéraux et bilatéraux ;
- Le secteur privé ;
- Les Fondations privées.



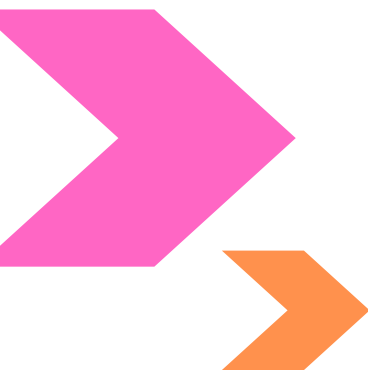
ALIGNEMENT ET COHERENCE



Politique générale
de l'Etat (PGE)

Cadre de
coopération des
Nations Unies
ou UNDAF 2015-
2019

Objectifs de
développement
durable
(ODD)



Priorités de la PGE

Paix et sécurité

Effet/Produits UNDAF

Effet 2 (Axe 1 : Gouvernance politique et administrative)

- Produit 3 : Le système judiciaire fonctionne en conformité avec les normes et standards internationaux des droits de l'homme et applique ces normes et standards d'une manière accrue y compris en ce qui concerne les droits économique, social et culturel.
- Produit 4 : Le processus Réforme du Secteur Sécurité à Madagascar est appuyé et abouti à l'élaboration d'une vision nationale de sécurité, au renforcement des compétences et capacités des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), à la consolidation des mécanismes de contrôle et à la promotion de la confiance entre FDS et populations vulnérables.

Effet 2 (Axe 2 : Promotion des Droits humains et protection des personnes vulnérables)

- Produit 5 : Les institutions nationales ont des capacités accrues pour prévenir et répondre aux violences basées sur le genre et aux pratiques néfastes, y compris dans les situations de crise humanitaire
- Produit 7 : Le système de protection de l'enfant est renforcé contribuant à une réduction de la prévalence de la violence et de l'exploitation à l'encontre des enfants.
- Produit 8 : La coordination et la planification nationale en matière de prévention et de lutte contre la traite des personnes à, et depuis Madagascar sont informées, et renforcées y compris pour les enfants

Effet 2 (Axe 3 : Appui au média et à la Société civile)

- Produit 9 : Les professionnels de média jouissent d'un environnement porteur pour la liberté d'expression, la liberté de la presse et la sécurité des journalistes

Objectifs de développement durable (ODD)



16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous



10 INÉGALITÉS RÉDUITES

Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Priorités de la PGE

Effet/Produits UNDAF

Objectifs de développement durable (ODD)

Énergie et eau pour tous

Effet 1 (Thème 4 : Protection de l'environnement et développement des énergies renouvelables)

- Produit 8 : Les communautés rurales et urbaines, les OSCs, les secteurs privés, les institutions et les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) dans les zones d'intervention disposent des capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience face au changement climatique accrues.

Effet 3 (Volet WASH)

- Produit 1 : Coordination du secteur Eau, Hygiène et Assainissement
- Produit 2 : Eau potable et lavage des mains dans les centres de santé et les écoles
- Produit 3 : Accès durable à l'eau potable



Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable



Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Lutte contre la corruption avec tolérance Zéro

Effet 2 (Axe 1 : Gouvernance politique et administrative)

- Produit 2 : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous






Éducation pour tous





Effet 3 (Volet Education)






- Produit 1 : Accès et Rétention (niveaux préscolaire, primaire et secondaire) y compris la modernisation des infrastructures
- Produit 2 : Qualité y compris formation du corps professoral
- Produit 3 : Renforcement Institutionnel



Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

Priorités de la PGE	Effet/Produits UNDAF	Objectifs de développement durable (ODD)
<p style="text-align: center;">Santé</p>	<p>Effet 3 (Volet Santé)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 1 : Le Ministère de la Santé dispose d'un cadre de politique, des structures sanitaires du niveau périphérique opérationnels et d'un système intégré d'approvisionnement et de distribution des intrants de santé • Produit 2 : Les services complets et de qualité en santé maternelle et néonatale sont utilisés par la population à tous les niveaux de la pyramide sanitaire dans les zones d'intervention • Produit 3 : Les interventions préventives et curatives à haut impact relatives à la santé de l'enfant et des jeunes, les plus vulnérables, et la population en général, sont disponibles à tous les niveaux y compris pour les maladies évitables par la vaccination dans les zones d'intervention et les facteurs de risque des maladies non transmissibles • Produit 4 : Les personnels soignants des formations sanitaires appliquent correctement les protocoles de dépistage et de prise en charge des principales maladies transmissibles y compris le VIH/SIDA et les maladies non transmissibles dans les zones d'intervention 	 <p>Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien être de tous à tout âge</p>
<p style="text-align: center;">Emploi décent pour tous</p>	<p>Effet 1 (Thème 2 : Economie /Emploi Productif / Croissance Inclusive)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 3 : Les populations vulnérables dans les zones d'intervention disposent de nouvelles activités économiques afin de renforcer et diversifier leurs sources de revenus • Produit 5 : Les jeunes et les femmes disposent des capacités techniques accrues pour améliorer leur employabilité et l'accès à l'auto-emploi <p>Effet 2 (Axe 2 : Promotion des Droits humains et protection des personnes vulnérables)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 6 : Les systèmes et mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme ainsi que l'application de la législation en faveur de l'emploi décent sont renforcés 	 <p>Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</p>  <p>Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</p>  <p>Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre</p>  <p>Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</p>

Priorités de la PGE	Effet/Produits UNDAF	Objectifs de développement durable (ODD)
<p>Industrialisation</p>	<p>Effet 1 (Thème 2 : Economie /Emploi Productif / Croissance Inclusive)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 4 : Les PME, les coopératives, les organisations paysannes et les exploitants agricoles ont des capacités productives accrues et une meilleure compétitivité 	 <p>Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</p>
<p>Industrie touristique</p>	<p>Effet 1 (Thème 2 : Economie /Emploi Productif / Croissance Inclusive)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun produit/activités relatif au tourisme dans l'Effet 1 pour l'année 2019 mais dans les années antérieures ITC a appuyé le Gouvernement <p>Effet 2 (Axe 2 : Promotion des Droits humains et protection des personnes vulnérables - Protection des enfants)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 8 : Le système de protection de l'enfant est renforcé contribuant à une réduction de la prévalence de la violence et de l'exploitation à l'encontre des enfants 	 <p>Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles</p>
<p>Autosuffisance alimentaire</p>	<p>Effet 1 (Thème 2 : Economie /Emploi Productif / Croissance Inclusive)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 3 : Les populations vulnérables dans les zones d'intervention disposent de nouvelles activités économiques afin de renforcer et diversifier leurs sources de revenus • Produit 5 : Les jeunes et les femmes disposent des capacités techniques accrues pour améliorer leur employabilité et l'accès à l'auto-emploi <p>Effet 1 (Thème 3 : Mise en place d'un système résilient)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 6 : Un système de filet de sécurité aux chocs garantissant la résilience des plus vulnérables est progressivement mis en place par la consolidation intégrée des appuis aux populations 	 <p>Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable</p>  <p>Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde</p>

Priorités de la PGE	Effet/Produits UNDAF	Objectifs de développement durable (ODD)
<p align="center">Gestion durable et conservation des ressources naturelles</p>	<p>Effet 1 (Thème 4 : Protection de l'environnement et développement des énergies renouvelables)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 8 : Les communautés rurales et urbaines, les OSCs, les secteurs privés, les institutions et les CTD dans les zones d'intervention disposent des capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience face au changement climatique accrues • Produit 9 : Les communautés locales disposent des capacités nécessaires, en termes de compétences et de moyens, afin de pérenniser (ou de bénéficier de manière pérenne) des services écosystémiques • Produit 10 : Les déchets des hôpitaux sont gérés selon les normes respectant l'environnement 	<p> Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions</p> <p> Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité</p> <p> Établir des modes de consommation et de production durables</p>
<p align="center">Promotion de l'habitat et modernisation de Madagascar</p>	<p align="center">UNHABITAT n'a plus actuellement d'activités sur l'habitat</p>	
<p align="center">Autonomie et responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées</p>	<p>Effet 2 (Axe 1 : Gouvernance politique et administrative (appui dans les domaines de l'élection, de la décentralisation, de la lutte contre la corruption, de la consolidation de la paix, ...))</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 1 : Les Collectivités territoriales décentralisées (CTD), la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux chocs extérieurs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population. 	<p> Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</p>
<p align="center">Sports et culture</p>	<p align="center">Culture : hors-UNDAF mais des activités sont en cours par UNESCO</p>	<p> Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</p>



NATIONS UNIES
MADAGASCAR



<https://madagascar.un.org>



@MG_One_UN



@SNUMadagascar